

« LE BON PASTEUR » C'EST NOTRE BÉTHARRAM » LES FILLES DU BON PASTEUR



Bien avant l'affaire Bétharram, la Congrégation Notre Dame de la Charité du Bon Pasteur est sur la sellette. Fondée en 1835 pour « rééduquer les filles difficiles » et aujourd'hui implantée dans 74 pays, elle est accusée par d'anciennes pensionnaires de « travail forcé », de « viols médicaux » ou encore d'humiliations répétées. Elles ont écrit à François Bayrou qui ne leur a pas répondu à ce jour.

Fondée à Angers en 1835 par la religieuse Marie Euphrasie Pelletier pour « rééduquer les filles difficiles » dans une « mission moralisatrice et rédemptrice », et actuellement représentée par Sœur Marie Luc Bailly, la Congrégation Notre Dame de la Charité du Bon Pasteur a géré pendant plus d'un siècle et demi de nombreux établissements en France et dans d'autres pays (Pays-Bas, Espagne, Irlande, Canada ou encore Australie). Si sa vocation initiale est d'accueillir des jeunes filles « perdues », à la demande des familles qui considèrent leur enfant comme moralement en danger, rapidement l'État estime que ce type de structure, à mi-chemin entre le couvent et la prison, sert parfaitement au redressement des jeunes filles délinquantes et « déviantes ». Autoritaires et humiliantes, leurs méthodes ont laissé de lourdes séquelles chez celles qui y ont été placées, enfants, contre leur volonté.

Je suis Yolande, aînée d'une fratrie de 8, emprisonnée dans une maison de correction en 1966.

Je prends la parole pour toutes celles qui ne le peuvent plus ou ont encore peur de le faire.

Je prends la parole pour que plus jamais ce ne soit possible de martyriser des filles avec l'autorisation de l'État, pour qu'enfin les enfants soient protégés.

Je prends la parole parce que ce que j'ai vécu m'a amenée vers le militantisme syndical et la défense du droit des femmes et que c'est mon devoir d'être leur porte-voix.

Et si on défend les femmes, on défend leurs enfants, qui sont notre avenir à toutes et tous.

Ma faute ? Ne plus vouloir aller à l'école pour rester à la maison et aider ma maman qui s'est retrouvée seule avec 6 enfants quand mon père a été incarcéré après l'avoir battue au sang...

La prison ? Le bon pasteur, dit le refuge, à Marseille, 145 bd Baille.

J'avais 8 ans et demi.

J'étais une petite fille, une future adolescente et future femme et surtout potentiellement une future prostituée ou délinquante pour la congrégation Notre Dame de la charité et pour le juge qui a validé mon placement.

En France, sous la 3^{ème} République et jusque dans les années 80 la congrégation se voit attribuer par l'État et notamment par le ministère de la justice et la DASS (créée en 1964, supprimée en 2010 et remplacée par l'ASE) la mission de rééduquer les «filles de justice» ou mauvaises filles, ainsi que des cas sociaux car plus de place ailleurs.

C'est dans cet enfer que de mes 8 ans et demi à mes 16 ans mon enfance a été détruite.

C'est là que j'ai appris que je n'étais rien, que personne ne pouvait m'aimer, que je ne pouvais être que sale, méprisable, vicieuse et perdue.

Mais c'est là, aussi, que j'ai appris à me battre, là que j'ai appris la solidarité, l'amitié et ... à lire pour pouvoir m'évader !

Nous avons été des milliers à être enfermées entre ces murs.

Ces maisons, il y en avait plus de 300 en France.

D'autres ont poussé ailleurs dans le monde, comme en Irlande.

Les sœurs avaient une méthode bien à elles pour redresser les petites et les adolescentes placées sous leur «protection» : discipline carcérale (cachot), agressions physiques, négation de leur féminité, emprise psychologie sous couvert d'éducation religieuse, isolement, privation de nourriture, travail forcé...

Il fallait qu'elles nous rééduquent...

Une petite de 3 ans qui était dans mon équipe, qu'avait-elle donc fait de mal pour être rééduquée ?

Il y a eu des suicides, des fugues, des plaintes ... Mais rien n'a fait prendre conscience aux juges, assistantes sociales, monitrices, que nous étions toutes maltraitées.

Nos parents, pour certains incapables de nous défendre, pour d'autres ravis de la manière dont on nous traitait et pour beaucoup d'autres absents, n'ont alerté personne.

Il y a eu malgré tout des fermetures de maison, comme en 1893 à Nancy.

En 2002 sortait le film *Magdalene Sister*, qui décrit la vie de filles

dans ces pensionnats en Irlande.

En France, nous nous sommes tues.

On ne nous croyait pas. Nous n'étions que des menteuses.

Il y a eu tout de même des voix qui ont été entendues : les sœurs Papin, Nicoletta, Albertine Sarrazin (l'astragale), Denise Fabre.... Mais aucune suite.

En 2008, FR3 diffuse un film français, « *Les diablesses* », avec Bernadette Lafont.

Je tombe par hasard dessus et je ne comprenais pas comment un film pouvait retracer une partie de ma vie. Personne ne savait pourtant.

Et c'est en fouillant sur le net que je trouve un forum.



Bon pasteur 2 : © La salle de classe - La chambre noire de l'Histoire

Des anciennes pensionnaires parlent, échangent, comparent leurs souvenirs.

Nous n'étions plus seules.

D'autres en France et même ailleurs ont vécu aussi l'enfer. Nous n'étions pas des menteuses...

Ce que nous avions toutes enfoui au fond de nous commence à remonter.

En décembre 2020 l'association « *Les filles du bon pasteur* » est créée par Éveline Lebris et Marie-Christine Vennat.

Des journaux publient des articles sur ces maisons de corrections.

En 2022 le documentaire « *Les Mauvaises filles* » d'Émérance Dubas sort... et c'est le raz de marée.

Nous décidons de nous rencontrer et de manifester sur Angers, là où se trouve la maison mère du bon pasteur.

Nous ne nous étions jamais vues, mais nous nous sommes reconnues.

Et chacune d'entre nous raconte la même histoire, la même souffrance.

On parle enfin.

Plusieurs cinémas, centres d'aide aux femmes, associations féministes font diffuser le documentaire et organisent des débats que nous animons chacune dans nos régions.

Aurait-on enfin gagné contre le silence complice ?

Un avocat accepte de nous défendre gratuitement.

On envisage de demander une commission d'enquête.

Et en 2025 l'affaire Bétharram fait exploser le plafond de verre des non dits.

C'est le « me too » de l'enfance violée, maltraitée, abusée, exploitée, ...

D'autres enfants d'écoles catholiques font entendre les horreurs qu'ils ont subies : Riaumont de Liévin, Notre-Dame du Sacré Cœur de Dax, Notre-Dame de Garaison, Saint-Pierre de Relecq-Kerhuon, Saint-Dominique de Neuilly-sur-Seine, Saint-François-Xavier d'Ustaritz ...

Et enfin, le 20 mars 2025, dans le cadre de ses travaux d'enquête sur « *les modalités du contrôle par l'État et de la prévention des violences dans les établissements scolaires publics et privés* », la commission des affaires culturelles et de l'éducation de l'Assemblée nationale organise une table

ronde réunissant des représentants des collectifs de victimes, dont l'association « *Les filles du bon pasteur* » fait partie.

C'est la sidération lorsque notre présidente raconte les horreurs que les sœurs nous ont fait subir.

Une commission d'enquête va être ouverte...

Notre parole s'est enfin libérée.

Nous demandons que nous soyons reconnues comme victimes de la congrégation et de l'État.

Nous demandons que l'État reconnaisse qu'il nous a abandonnées.

Nous demandons des excuses de la congrégation et de l'État.

Nous demandons des indemnisations.

Nous demandons, enfin, que soit reconnu et pris en compte dans nos retraites le travail forcé de manutention, couture, pressing que nous avons dû effectuer durant toutes nos années d'emprisonnement.

Et j'ai gagné contre toutes ces soi-disant bonnes sœurs qui m'avaient prévu un avenir funeste.

Je ne fais plus de cauchemars.

Je n'ai pas fini prostituée comme elles me l'avaient promis.

J'ai appris à être une Femme debout malgré et contre elles.

Je suis partie à la retraite contrôleur des finances publiques.

Et surtout militante syndicale CGT et féministe.

Et j'en suis fière. ■



Buanderie : La buanderie du Bon Pasteur d'Orléans, dans les années 1950.
© Collection particulière.